

Convention collective départementale

IDCC : 1472. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES**
DU PAS-DE-CALAIS
(25 septembre 1987)

(Etendue par arrêté du 25 avril 1988,
Journal officiel du 5 mai 1988)

■ *Journal officiel* du 17 janvier 2006

**Arrêté du 6 janvier 2006 portant extension d'accords conclus dans
le cadre de la convention collective de la métallurgie du Pas-de-
Calais (n° 1472)**

NOR : SOCT0610049A

Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Vu les articles L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu l'arrêté du 25 avril 1988 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 28 décembre 2004, portant extension de la convention collective de la métallurgie du Pas-de-Calais du 25 septembre 1987 et de textes la modifiant ou la complétant ;

Vu l'avenant du 18 juillet 2005 relatif aux rémunérations effectives minimales annuelles (barème annexé) à la convention collective susvisée ;

Vu l'accord du 18 juillet 2005 relatif aux rémunérations minimales hiérarchiques et à l'indemnité de panier (barème annexé) conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;

Vu l'avenant du 18 juillet 2005 relatif à la prime spéciale à la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 15 décembre 2005 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure prévue à l'article R. 133-2 du code du travail,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective de la métallurgie du Pas-de-Calais du 25 septembre 1987, modifié par l'accord du 7 juillet 1995 tel qu'étendu par l'arrêté du 23 octobre 1995, les dispositions de :

- l'avenant du 18 juillet 2005 relatif aux rémunérations effectives minimales annuelles (barème annexé) à la convention collective susvisée ;
- l'accord du 18 juillet 2005 relatif aux rémunérations minimales hiérarchiques et à l'indemnité de panier (barème annexé) conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;
- l'avenant du 18 juillet 2005 relatif à la prime spéciale à la convention collective susvisée.

Article 2

L'extension des effets et sanctions des accords susvisés est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par les accords précités.